



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Les-bonnes-questions>

# Les bonnes questions

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2006 - N° 1066 - juin 2006 -

Date de mise en ligne : dimanche 4 juin 2006

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

En avril dernier, V. Forrester, auteure de *L'horreur économique*, interpellait ainsi un(e) éventuel(le) candidat(e) aux présidentielles :

« Nous sommes au sein d'une mutation de civilisation, non encore suffisamment prise en compte politiquement, en particulier au niveau du travail. Le terme vague de "mondialisation" ne convient pas : il présente comme un phénomène fatal ce qui résulte d'une idéologie politique ultralibérale, laquelle impose une économie virtuelle qui tue l'économie réelle.

Il donne cette idéologie comme inéluctable.

Or le grand danger revient à croire que nous sommes devant un fait accompli auquel il faut nous ajuster.

Alors qu'il s'agit d'une idéologie à laquelle nous sommes capables de nous opposer. D'autres ont pu disparaître, extrêmement puissantes et que l'on a pu croire en leur temps "faites pour durer". Le XX<sup>ème</sup> siècle en témoigne.

Aujourd'hui, faire de la politique ou, mieux, du politique, c'est résister à cette régression au XIX<sup>ème</sup> siècle [...] sous le terme de "mondialisation" [...]

Vous avez le courage de dire qu'il faut savoir éventuellement reconnaître que l'on n'a pas de solution immédiate, et vous avez raison.

Les Français ne demandent pas à être rassurés, mais compris dans leurs inquiétudes, accompagnés dans leurs indignations.

Surtout, ils attendent des perspectives politiques et pas seulement des ajustements à leurs soucis quotidiens.

Que comptez-vous faire contre ce que j'ai appelé "l'Horreur économique" ?

Pour dépasser le chantage des alternatives : flexibilité ou délocalisation, chômage ou précarité ?

Pour reconnaître que les déficits publics représentent le plus souvent des bénéfices pour le public ?

Pour éviter les licenciements massifs perpétrés par des entreprises largement bénéficiaires ?

Va-t-on continuer à laisser faire ces dernières ou va-t-on leur opposer des mesures efficaces ? [...] Les Français sont [...] capables d'analyses politiques lucides et courageuses, de ne pas se soumettre, de ne pas tenter de s'adapter à l'idéologie ultralibérale. »

Les réponses obtenues ne furent pas à la hauteur de ces questions. Il faudra donc les reposer, encore et encore...